

17 décembre 2010 | Le Droit | PIERRE DUFAULT [fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com](mailto:fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com)

# Une jeune Franco-Ontarienne à l'honneur

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT



MARTIN ROY, LeDroit

**Nathalie Regan, une Franco-Ontarienne de 11 ans et demi, montre un de ses dessins, qui orne la carte de voeux de Noël du nouveau maire d'Ottawa, Jim Watson. Le maire est venu en personne à l'École élémentaire catholique Bernard-Grandmaître lui annoncer qu'elle avait gagné un concours de dessin.**

Nathalie Regan voulait dessiner quelque chose de différent. Elle voulait trouver une autre manière de représenter la fête de Noël, loin des traditionnels cadeaux sous le sapin.

La jeune Franco-Ontarienne y est parvenue. Mais elle était loin de se douter que son oeuvre attirerait l'attention de Jim Watson et qu'elle servirait d'illustration à sa carte de souhaits du temps des Fêtes. Or, quelle ne fut pas sa surprise lorsqu'elle a vu le maire d'Ottawa débarquer en personne à son école pour lui annoncer la bonne nouvelle.

Hier après-midi, la petite Nathalie s'apprêtait à monter sur scène, avec ses camarades de classe, dans le cadre d'un spectacle de Noël à l'école élémentaire catholique Bernard-Grandmaître. Soudain, elle a aperçu M. Watson et le conseiller de son quartier, Steve Desroches, dans la première rangée au pied de la scène.

Quelques instants plus tard, l'élève de sixième année s'est retrouvée aux côtés du maire, qui tenait dans ses mains un exemplaire de sa carte de voeux arborant son dessin.

« Je ne le croyais pas lorsque j'ai vu mon dessin. Je ne pensais pas gagner », a confié Nathalie.

Ce n'était pas la première fois que cette Franco-Ontarienne de 11 ans et demi participait à un concours de dessins de Noël. Or cette année, elle a eu envie de sortir des sentiers battus. Et cette créativité a certainement plu à M. Watson.

Sur le dessin, on voit une planète Terre souriante et coiffée d'une tuque rouge et blanche.

« Je voulais dessiner quelque chose d'original. J'ai décidé de dessiner la Terre. Le jour de Noël, c'est la fête de la paix dans le monde », de partager Nathalie avec un sourire aussi espiègle que celui qu'elle a dessiné.

Choisir le dessin d'un élève d'une école élémentaire d'Ottawa pour illustrer la carte de Noël du maire est une tradition qui remonte au premier mandat de M. Watson, à la fin des années 1990.

Le conseiller Desroches avait, quant à lui, deux occasions de se réjouir. D'une part, parce que c'est le dessin d'une élève de son quartier qui a été choisi. Mais aussi parce qu'il a eu l'occasion de voir sur scène son propre fils, Jack, qui fréquente également l'école Bernard-Grandmaître.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 décembre 2010 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

# Queen's Park renonce au transfert des services de garde

Le gouvernement ontarien fait volte-face et renonce à transférer aux conseils scolaires de la province la responsabilité des services de garde avant et après l'école. C'est l'un des piliers du second mandat de Dalton McGuinty qui s'effondre: le premier ministre met de côté son souhait de transformer les écoles primaires de la province. Selon le modèle proposé, salles de classe et service de garde public administré par la direction de l'école se seraient retrouvés sous la même autorité.

« Nous avons entendu ce que les parents avaient à dire. Ils ne voulaient pas qu'on leur enlève leur éducatrice, et un programme dans lequel ils avaient déjà confiance », a indiqué le premier ministre libéral Dalton McGuinty, dans une entrevue accordée au Toronto Star.

En somme, il revient désormais aux conseils scolaires de décider quel type de service de garde ils souhaitent offrir: public ou privé. Mais dans tous les cas, la garderie devra être située à l'intérieur des murs de l'école.

L'annonce fait suite à la publication, en juin 2009, d'un rapport du professeur Charles Pascal sur la mise en oeuvre de l'apprentissage des jeunes enfants de l'Ontario. Le rapport commandé par la province soulignait l'importance d'offrir des services de garde à coûts abordables à partir de 7 h 30 et jusqu'à 18 h, et de transformer les écoles en « carrefours » où seraient offerts une variété de services à l'enfance.

La nouvelle a été accueillie avec soulagement par les conseils scolaires francophones de la province, qui craignaient cette charge supplémentaire, et les services à l'enfance privés, qui étaient menacés de disparition.

« Cela évitera le démantèlement du secteur des services à l'enfance en Ontario français, rien de moins », a déclaré la présidente de l'Association francophone à l'éducation des services à l'enfance de l'Ontario, Sylvie Charron.

« C'est une bonne nouvelle que de permettre aux conseils scolaires de gérer localement (les services de garde) selon des modèles différents, a estimé hier le président de l'Association des conseils des écoles publiques de l'Ontario (ACÉP), Ronald Marion. Ainsi, les conseils pourront continuer de choisir le modèle de livraison qui convient le mieux. »

De leur côté, les conseils scolaires catholiques de langue française qualifient cette décision de victoire. « Le modèle mis de l'avant par le ministère de l'Éducation ne permettait plus aux conseils d'offrir les services de tierce partie, ce qui aurait (mis fin) à des partenariats et aurait mené à la disparition de nombreuses agences vouées aux enfants de nos communautés francophones », a indiqué la présidente de l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, Isabelle Charbonneau.

L'opposition conservatrice — qui avait d'abord critiqué ce pan de la politique libérale en raison de ses coûts — n'a pas manqué de souligner l'incapacité de Dalton McGuinty de tenir ses promesses.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 décembre 2010 | *Le Droit*

# ON S'ENVOLE À L'ÉCOLE MASSÉ

Les élèves de l'école Massé de Gatineau ont procédé au lancement de leurs montgolfières, hier, sur le terrain de l'école. Un groupe de jeunes ont confectionné leur propre montgolfière dans le cadre d'un projet pédagogique. Sur la photo, Dominique Boyer, stagiaire pédagogique, aide les élèves à gonfler leurs engins.



Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 décembre 2010 | Le Droit | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT  
ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

# Décès du commissaire scolaire Andrew Rhéaume

Andrew Rhéaume, commissaire scolaire à la Commission scolaire de Portages de l'Outaouais (CSPO) est mort mercredi, des suites d'un cancer.

La nouvelle a été annoncée, hier, par le président de la commission scolaire, Jocelyn Blondin. M. Blondin a déclaré que la CSPO perd un administrateur de grand talent qui a d'abord siégé à l'ancienne commission scolaire d'Aylmer, à compter de 1994, puis à la commission scolaire regroupée.

« Je perds un collègue que j'appréciais beaucoup. Au sein de notre conseil des commissaires, M. Rhéaume était l'un des sages. Il était toujours très calme et très posé et ne se fâchait jamais. C'était vraiment plaisant de travailler avec lui », a témoigné M. Blondin.

Malgré sa maladie, M. Rhéaume a siégé au conseil des commissaires jusqu'à la réunion du mois de septembre dernier. Il a aussi été honoré par ses collègues qui lui ont remis la médaille de bronze de l'Ordre du mérite scolaire, pour l'intensité de son jugement.

Andrew Rhéaume était très connu à Vanier où il a travaillé durant plusieurs années au Centre des services communautaires où il était directeur du secteur counselling et communautaire. Il a été mêlé de près à plusieurs programmes et initiatives pour combattre la pauvreté dans le quartier Vanier. Le centre communautaire a notamment créé Partage Vanier, une banque alimentaire qui vient en aide aux familles dans le besoin.

M. Rhéaume a aussi oeuvré auprès des jeunes et il a été l'organisateur de la Guignolée des médias sur la rive ontarienne jusqu'à ce que l'activité soit interdite par la ville d'Ottawa qui trouvait dangereuse, la collecte d'argent dans les rues de la capitale.



Durant les années 1990, Andrew Rhéaume a également fait sa marque dans le monde du sport, en tant que président du club de saut à ski l'Envol et il est devenu vice-président du conseil d'administration de Ski-Québec.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 décembre 2010 | Le Droit | JUSTINEJUSTINE MERCIERMERCIER [jmercier@ledroit.com](mailto:jmercier@ledroit.com)

# Le Cégep de l'Outaouais se dote de règles strictes

**Sa politique pour autoriser et rembourser les frais comportait un « risque élevé de fraude »**

Le Cégep de l'Outaouais vient de se doter d'une politique de remboursement des dépenses après qu'un vérificateur externe eut identifié des « lacunes » dans les anciennes directives, qui laissaient place « à un risque élevé d'erreur et de fraude ».



ÉTIENNE RANGER, ARCHIVES LeDroit

**Par le passé, les frais de déplacements et de représentation de la d.g. du Cégep de l'Outaouais, Marielle Poirier, avaient fait les manchettes.**

---

L'analyse avait été demandée après que les dépenses de la directrice générale, Marielle Poirier, eurent fait les manchettes il y a environ un an. En cinq ans, les frais de déplacements et de représentation de Mme Poirier avaient atteint 65000\$. Les frais d'utilisation du minibar dans les hôtels avaient notamment été payés par le Cégep. Le conseil d'administration (c.a.) avait réitéré sa confiance en Mme Poirier et aucun remboursement ne lui a été réclamé, mais un examen des règles en place

avait tout de même été demandé.

Le rapport de l'analyse effectuée par la firme PGPM, dont LeDroit a obtenu copie, recommandait au Cégep d'établir « une politique claire et concise en matière d'autorisation et de remboursement des frais de déplacement et de représentation ».

PGPM suggérait aussi de revoir les directives d'application de la politique, « de façon à maintenir un contrôle interne élevé des processus car celles en place semblent insuffisantes et laissent place à un risque élevé d'erreur et de fraude ».

La nouvelle politique, adoptée par le c.a. le 30 novembre, exige une pré-autorisation des dépenses de déplacement de plus de 1000\$. Pour les dépenses d'hébergement, la politique stipule qu'un remboursement sera effectué lorsque « les frais sont raisonnables et préautorisés ».

Pièces justificatives

Des modifications sont aussi apportées quant aux pièces justificatives acceptées. Les anciennes directives ne définissaient pas les pièces justificatives nécessaires, « ce qui [laissait] place à interprétation et aux erreurs », souligne le rapport du vérificateur externe. « À titre d'exemple, certains remboursements ont été accordés sur la simple présentation de relevé de carte de débit, à défaut d'avoir la facture originale », est-il écrit dans le document.

Les boissons alcoolisées pourront toujours faire l'objet de remboursements, sous certaines modalités, pour les employés ou administrateurs autorisés à représenter le Cégep dans le cadre de leurs fonctions. « Les frais de repas, de consommations, d'inscription ou de participation à une activité pertinente sont remboursés sur présentation de factures originales », est-il écrit dans la nouvelle politique, qui sera revue tous les trois ans.

Des balises sont aussi imposées, a précisé Jacques Larivière, directeur des ressources financières et matérielles du Cégep. Les frais de représentation ne doivent pas dépasser 1000 \$ par événement pour le président et le vice-président du c.a. et la directrice générale. Ce plafond est fixé à 500 \$ par événement pour les directeurs et autres personnes autorisées.

D'autres changements ont été apportés pour réduire les coûts au niveau du transport. Au lieu de rembourser un montant prédéterminé pour un voyage à Québec ou Montréal effectué avec la voiture d'un particulier, le Cégep va dorénavant privilégier l'utilisation du train ou de l'autobus, ou la location d'une voiture avec kilométrage illimité. Un employé qui choisit d'utiliser son propre véhicule pourra se faire rembourser l'équivalent du tarif ferroviaire pour la destination visitée.



M. Larivière ignore combien le Cégep économisera avec l'application de cette nouvelle politique. Chose certaine, souligne-t-il, elle permettra d'aider l'établissement à atteindre les objectifs de la Loi 100, qui vise la réduction des dépenses de déplacements, de formation et de publicité dans les organismes publics.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



17 décembre 2010 | *Le Droit*

# JEUNES AUTEURS RECHERCHÉS

La Bibliothèque publique d'Ottawa (BPO) invite les jeunes à s'inscrire au Concours d'écriture pour les jeunes Super auteurs. Ce concours est ouvert aux jeunes de 9 à 17 ans et ils ont jusqu'au 31 janvier pour poser leur candidature. Parrainé par l'Association des amis de la Bibliothèque publique d'Ottawa, les participants peuvent soumettre des poèmes ou des nouvelles, en français ou en anglais. Les textes sélectionnés seront publiés dans une anthologie produite par les Amis de la BPO et le nom des gagnants sera connu au mois de mars. Pour en savoir plus, consultez le site [www.BiblioOttawaLibrary.ca](http://www.BiblioOttawaLibrary.ca).

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 décembre 2010 | *Le Droit*

# LES SOURIRES DE NOËL

Le Club Richelieu Embrun parraine encore cette année le projet Les sourires de Noël, qui donne l'occasion à des élèves des écoles élémentaires d'Embrun d'écrire des voeux de Noël à des aînés de la communauté. Quelque 200 élèves de l'école élémentaire catholique Saint-Jean et Pavillon La Croisée et de l'école élémentaire publique de la Rivière Castor ont préparé des cartes de souhaits pour les aînés qui habitent le Foyer Saint-Jacques, Le Pavillon et Le Genesis. Par ce geste, les enfants contribuent à rompre l'isolement et à offrir un peu de réconfort aux gens seuls. Ce projet intergénérationnel est une initiative menée conjointement par le Richelieu International et les Amis sans frontières du Canada, de la France, de la Belgique et de la Roumanie. Au Canada, quelque 5000 à 6 000 cartes de Noël sont écrites chaque année par des élèves du primaire dans le cadre du projet qui est réalisé avec le concours des enseignants.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

# FRANCO *plus*

Daniel Gatien, un d.g. respecté en Ontario

## Au service des francophones

**JEAN-FRANÇOIS DUGAS**  
jfdugas@ledroit.com  
correspondant régional

quand quelque chose les touche directement.»

### L'instinct francophone

Non seulement le directeur général de la Cité de Clarence-Rockland est l'un des dirigeants les plus respectés en Ontario, Daniel Gatien a aussi revendiqué pour des droits francophones aux quatre coins de la province tout au long de sa carrière de près de 30 ans.

Originaire de la région de Sudbury, dans le nord de l'Ontario, Daniel Gatien commence sa carrière dans le monde municipal en 1981 à Rockland grâce à un programme d'apprentissage du ministère des Affaires municipales de l'Ontario, offert à sa sortie de l'université après des études en sciences politiques et en droit et justice. C'est un premier pas en politique municipale.

« Je ne connaissais rien du domaine municipal, mais c'est là que j'y ai pris goût à titre d'adjoint administratif », se rappelle-t-il.

Il y reste pendant un peu plus de quatre ans avant d'accepter un poste de greffier-trésorier à Cobdon, un petit village majoritairement anglophone situé entre Renfrew et Pembroke.

« Il n'y avait pas de francophones. Il y avait des petites poches ici et là, mais les francophones devaient se débrouiller en anglais. »

C'est à ce moment qu'il réalise que les deux groupes linguistiques diffèrent dans leur approche au chapitre de l'engagement municipale.

« J'ai vu l'autre côté de la médaille après avoir vécu dans un environnement francophone. La différence de cultures n'est pas la même dans le domaine municipal. Les francophones sont beaucoup plus politisés, tandis que les anglophones s'engagent surtout

Ces expériences de vie font en sorte qu'il réalise l'importance de desservir les francophones de toute communauté, jusque-là grandement oubliés.

« Il ne faut pas oublier qu'on est dans les années 1980. Il y avait très peu de documentation en français. »

Cela allait changer en 1987, alors directeur général de la Ville de Haileybury, au nord de North Bay, décide de s'investir pour faire avancer la cause des francophones en milieu minoritaire.

« Il y avait environ 40 % de la population qui était francophone. Donc, cela m'a donné l'occasion de développer des programmes pour donner des services aux francophones. J'ai vraiment été accueilli à bras ouverts parce qu'il n'existait rien en français. Les citoyens s'attendaient maintenant à pouvoir consulter de la documentation et remplir des formulaires en français. »

### L'affichage bilingue

En 1996, le directeur général revient aux sources et accepte un poste à Rockland où il laisse indéniablement son empreinte linguistique.

« Rockland avait nettement évolué et subit un changement de culture depuis 1981. Toutefois, mon expérience variée en milieu minoritaire m'a permis de présenter des programmes bilingues à Rockland sans offusquer, ni menacer les francophones et la communauté anglophone grandissante. »

C'est avec cette approche qu'il développe, avec son conseil municipal, le règlement sur l'affichage



JEAN-FRANÇOIS DUGAS, LeDroit

Daniel Gatien, directeur général de la Cité de Clarence-Rockland.

commercial bilingue — le premier en son genre en Ontario — au milieu des années 2000. M. Gatien participe activement à la création des paramètres du règlement, tel un lettrage identique pour les deux langues, pour la Cité de Clarence-Rockland, créée à la suite des fusions municipales en 1998.

« Nous avons fait nos recherches et la transition fut relativement facile en raison de nos politiques de bilinguisme antérieures, en place dans les municipalités avant la fusion. Cette culture a fait en sorte qu'il n'y a pas eu d'animosité. »

Au fil des ans, M. Gatien a siégé au sein de l'Association des

gérants, greffiers, trésoriers des municipalités de l'Ontario (AMCTO) où il a milité pour obtenir des services en français.

« On n'en offrait pas parce qu'on n'avait pas les fonds, m'a-t-on dit. Je me suis choqué. »

Depuis quelques années, à titre de membre du comité exécutif de l'organisme, il martèle le besoin d'octroyer des fonds pour desservir les francophones. Ses efforts ont porté fruit. Le vice-président de l'AMCTO a obtenu un engagement financier pour les cinq prochaines années de ses pairs afin de permettre la traduction des politiques et règlements, un besoin

criant chez les francophones.

« Je ne suis pas le porte-parole des francophones de l'Ontario. Par contre, je veux m'assurer que nous obtenons les mêmes services que les anglophones. »

Très respecté au sein de ses pairs, M. Gatien est présent pour la présidence de l'AMCTO l'an prochain. Le principal intéressé y voit là une belle façon de continuer à servir la cause des francophones.

« J'ai été chanceux car j'ai travaillé en français, dans ma langue maternelle tout au long de ma carrière. »

Une carrière qui continue d'ailleurs de fleurir.



LeDroit

la cité collégiale

CONSEIL DES  
ÉCOLES CATHOLIQUES  
DU CENTRE-EST  
du Québec

Conseil scolaire de  
district catholique  
de l'Est ontarien

Conseil des  
écoles publiques  
de l'Est de l'Ontario

224847

Printed and distributed by NewspaperDirect  
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.980.6040 Intern: 800.634.6364  
© COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

LEDROIT, LE VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2010

# FRANCO *plus*

Bertin Beaulieu est le nouveau président de l'ACFO, section Ottawa

## Vendre la francophonie pour assurer sa survie

GUILLAUME ST-PIERRE  
gstpierre@ledroit.com

Bertin Beaulieu, le nouveau président de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), section Ottawa, adore vendre. Vendre des services financiers au travers sa propre entreprise depuis 12 ans, mais plus que tout, vendre ses idées. Car tout vendeur vous le dira, il est beaucoup plus facile de proposer un produit auquel nous croyons fermement. Il s'adonne que Bertin « Bert » Beaulieu à la francophonie dans le sang.

M. Beaulieu a adopté Ottawa il y a 30 ans après avoir terminé ses études en administration des affaires à l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick. Son travail auprès d'organismes communautaires francophones a commencé dès qu'il a mis les pieds dans la capitale.

C'est avec son expérience, ses « cheveux gris » et sa force de persuasion que M. Beaulieu négociera au nom de l'ACFO et des francophones d'Ottawa auprès des instances gouvernementales.

Il y a maintenant plus de six ans que l'ACFO n'a pas tenu d'états généraux, sorte de grande assemblée à laquelle est convié l'ensemble des organismes qui militent pour les droits des francophones.

« Tenir des états généraux sera notre première priorité en 2011. Mon rôle est de rapprocher tout le monde, dit-il. Ensuite, nous allons établir des stratégies d'action qui vont dans le sens de ce que la communauté veut ». Les francophiles de la région seront invités à la table, souligne-t-il au passage.

Un bon vendeur connaît et aime son produit, mais s'il parvient



Bertin Beaulieu, nouveau président de l'Association canadienne-française de l'Ontario, section d'Ottawa.

ÉTIENNE RANGER, LeDroit

à ses fins, c'est parce qu'il sait créer des liens de confiance avec ses partenaires.

Sa première cible? La Ville d'Ottawa.

« Je veux rencontrer tous les nouveaux conseillers municipaux et le maire, affirme-t-il. Je veux aussi établir une communication plus directe avec les fonctionnaires qui s'occupent des affaires francophones à la Ville. L'ACFO ne connaît pas ce que la Ville a en tête comme plan stratégique pour la francophonie ».

M. Beaulieu profitera sans doute de ces rencontres pour parler de son rêve « un peu fou », d'importer de sa province natale l'idée de faire d'Ottawa une ville bilingue à l'image de Moncton.

« Il faut bien rêver », lance-t-il.

### Fouetter la jeunesse

Rêver, c'est bien beau, mais encore faut-il être bien conscient de la réalité, ce qui ferait un peu défaut chez les jeunes, craint l'homme d'une cinquantaine

d'années. « Parfois, mes enfants me demandent pourquoi je m'implique tellement au sein de la communauté. Ils me disent de ne pas m'inquiéter, que les services en français vont toujours exister, confie-t-il. Ils ne comprennent pas que s'ils ne prennent pas le flambeau, ces droits vont s'en aller. Ce n'est pas naturel pour eux de revendiquer leurs droits. »

De là toute l'importance d'un organisme comme l'ACFO dans le paysage communautaire,

même s'il y a trop de « têtes grises » au goût de M. Beaulieu. « Il faut partager nos expériences avec les jeunes. Les éduquer à partir de faits historiques pour leur faire comprendre leurs responsabilités. »

La stratégie de communication de M. Beaulieu? Être porteur d'un « message positif » et présenter toutes « les récompenses au travail communautaire ». Parce qu'un bon vendeur donne toujours espoir d'un avenir plus radieux, et meilleur.

LEDROIT, LE VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2010

### » EN BREF

#### DU SANG NEUF À LA TÊTE DU CSDCEO

Jean Lemay assumera la présidence du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO), et Sergine Rachelle Bouchard, la vice-présidence, pour la prochaine année. Il s'agit d'un quatrième mandat à titre de président du CSDCEO pour M. Lemay qui représente la Cité de Clarence-Rockland depuis 1965. Il a occupé ce poste en 1996, 1999 et en 2000. Il a également été vice-président en 2003. Conseillère scolaire depuis décembre 2006, Sergine Rachelle Bouchard représente les contribuables des municipalités de Champlain et Hawkesbury Est. Il s'agit d'un premier mandat à la vice-présidence pour M<sup>me</sup> Bouchard. Deux nouveaux conseillers scolaires s'ajouteront également à la table politique. Il s'agit du représentant des municipalités de Dundas Nord, Stormont Nord et Russell, François Bazinet, ainsi que Jonathan De Serres, le porte-parole des municipalités de

Glengarry Sud, Glengarry Nord, Stormont Sud et Dundas Sud. Les autres conseillers formant le conseil de direction sont Michel Pilon, André-Paul Lalonde, Roger Chartrand et Martial Levac de même que les conseiller-élève Rebecca Bradley et Cédéric Ladouceur.

#### NOUVEAU VISAGE AU MIFO

Mélanie Gatt, titulaire d'une maîtrise en développement culturel à l'Université de La Rochelle en France, s'est jointe à l'équipe du Mouvement d'implication francophone d'Orléans (MIFO) récemment à titre d'agent de marketing et des communications. En 2006, elle traverse l'océan Atlantique pour rejoindre l'équipe de Réseau Ontario en tant que coordonnatrice adjointe de Contact ontario. Elle y affine sa connaissance du milieu culturel franco-ontarien et francophone du Canada. En septembre 2007, elle accepte le poste de coordonnatrice de la programmation de Réseau Ontario

et du Réseau scolaire Salut! Comédienne, elle a aussi signé la mise en scène de plusieurs pièces au fil des ans.

#### NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE THÉÂTRE FRANCOPHONE

La Fondation pour l'avancement du théâtre francophone au Canada s'associe à la Fondation Viola Léger, qui soutiendra financièrement le Prix d'excellence de l'Acadie pour les cinq prochaines années. Maintenant nommé le Prix d'excellence Viola Léger, ce prix, doté d'une bourse de 5000\$, est l'une des quatre distinctions régionales remises annuellement par la Fondation pour l'avancement du théâtre francophone au Canada à des artistes professionnels du théâtre. À ces quatre distinctions, s'ajoute, depuis l'an dernier, le Prix national d'excellence RBC, d'une valeur de 6000\$.

LeDroit

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

## Police search for missing teen

By TONY SPEARS, OTTAWA SUN

Last Updated: December 16, 2010 10:10pm



**Sandy Brisson, 15, has been missing since Wednesday. (Submitted Photo)**

Cops were searching for a troubled Gatineau teen who disappeared returning from a class Wednesday night.

Sandy Brisson, 15, should have come back to a group home on Freeman St. near St. Joseph Blvd. soon after 9 p.m., said her mother, Deborah Brisson. The home reported her missing at 10 p.m.

Brisson also said Gatineau police had received a disturbing 911 call Wednesday night from someone identifying herself as Sandy.

It came from the Campeau Arena, on des Sables Rd. north of Maloney Blvd. E.

"She was doing so good the last couple of months," a tearful Brisson said. "She's 15 years old — I don't know what to do."

The class, at the Pierre-Janet hospital off of Alexandre-Tache Blvd., is close to downtown Ottawa, where Sandy has turned up in the past.

Ottawa Police were also keeping an eye out for her.

Brisson lives in Buckingham. Investigators will meet with her Friday to play her the 911 tape, to verify that the caller was really her daughter.

Anyone spotting Sandy should call Gatineau police at 819-246-0222.

tony.spears@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved